

Budget 2013 – 19 au 21 décembre 2012
Développement économique – Sophie Renard

Monsieur le président, chers collègues,

Lors de cette discussion budgétaire, avant de répondre sur le fond à nos collègues du mouvement populaire et de développer nos ambitions pour un développement économique écologiste, permettez-moi de parler un peu des mayas.

L'actualité accorde une place importante à la civilisation maya, en particulier pour se moquer de la fin du monde qu'ils annonçaient pour demain (vendredi 21). Mais ce hasard calendaire nous pousse plutôt à nous souvenir de la fin de la civilisation maya. Cette civilisation a péri par des menaces qui nous guettent nous aussi. Si l'empire maya s'est effondré, c'est en grande partie pour des raisons environnementales, la sécheresse ayant eu raison de leurs cultures très dépendantes à la ressource en eau. Les mayas n'ont pas su adapter leur économie aux contraintes environnementales.

De la même manière, notre économie n'est pas adaptée à la raréfaction et au renchérissement des ressources fossiles. Nos économies restent engluées dans un cercle de production / consommation de masse, qui crée davantage de déchets et de frustrations que de bien-être.

Devant cette situation, la réponse du gouvernement n'est pas à la hauteur. Alors qu'une fiscalité écologique est une absolue nécessité pour orienter notre modèle productif, la réforme fiscale n'a eu lieu qu'à minima. Et aujourd'hui, on nous propose un Crédit Impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) absolument pas ciblé, une manière de creuser un peu plus nos déficits sans aider à la conversion de notre économie.

A la Région, nous devons nous engager dans une voie plus ambitieuse. Notre stratégie économique (SRDEI) se fixe l'objectif principal de conversion écologique de l'économie. Notre budget pour 2013 doit refléter cet objectif.

Un budget pour la conversion écologique n'est pas nécessairement un budget en hausse. Nous savons que nous sommes dans un contexte contraint et que des choix doivent être réalisés. En matière économique, il y a sans doute trop de dispositifs, ce qui nuit autant à la lisibilité de nos politiques qu'à nos finances.

Pour les écologistes, si baisses budgétaires il y a, elles doivent être bien ciblées. Tous les crédits engagés doivent faciliter la transformation de nos modèles économiques, et non accompagner un modèle économique en crise.

Par exemple, l'innovation doit être centrale dans la préparation de nouveaux procédés productifs. Les aides à l'innovation les plus ciblées, en ce sens, sont celles gérées par le CFI. Il est donc bienvenu que ces aides soient privilégiées par rapport au soutien apporté aux projets des pôles de compétitivité.

Conseil régional

57, rue de Babylone – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85

Il s'agit également d'investir dans les infrastructures, qu'elles soient numériques ou touristiques. Ces investissements sont confortés dans ce projet de budget. C'est le rôle de la Région, elle est au rendez-vous.

Cependant, certains choix apparaissent incompréhensibles au vu des orientations régionales. Je pense ici à l'économie sociale et solidaire. Alors que la Région déclare vouloir augmenter les budgets alloués à l'ESS, alors que le Gouvernement accorde une vraie place à l'ESS et je salue d'ailleurs la présence aujourd'hui de notre collègue Benoît Hamon, alors qu'elle adopte un rapport cadre en novembre qui renforce son soutien à l'ESS, ... le budget en fonctionnement connaît une baisse de 25% ! Un tel sous-dimensionnement apparaît irresponsable, au vu de l'ampleur des besoins.

Par esprit de responsabilité, justement, le groupe EELV se devait d'apporter un amendement conséquent sur ces actions. Il s'agit simplement de rétablir ce qui aurait dû être prévu dès l'élaboration du BP 2013.

Dernier sujet d'incompréhension, il concerne Paris Région Entreprises : n'est-ce pas une mission phare de la SRDEI, comme le rappelle votre dossier de presse sur le budget ? Alors que PRE devait monter en puissance, nous ne comprenons pas que sa dotation soit diminuée, et nous souhaiterions que l'exécutif s'engage à préserver les capacités d'action de cet outil.

En définitive, ce budget apparaît en continuité avec le précédent. Certes, nous aurions aimé voir une orientation écologique et sociale plus forte, mais c'est pendant l'année que nous serons vigilants à la qualité des projets soutenus. Dès lors, à condition que les amendements apportés par le groupe EELV soient acceptés, nous considérons que ce budget préserve les capacités d'action de la Région et qu'en ce sens il mérite d'être approuvé.